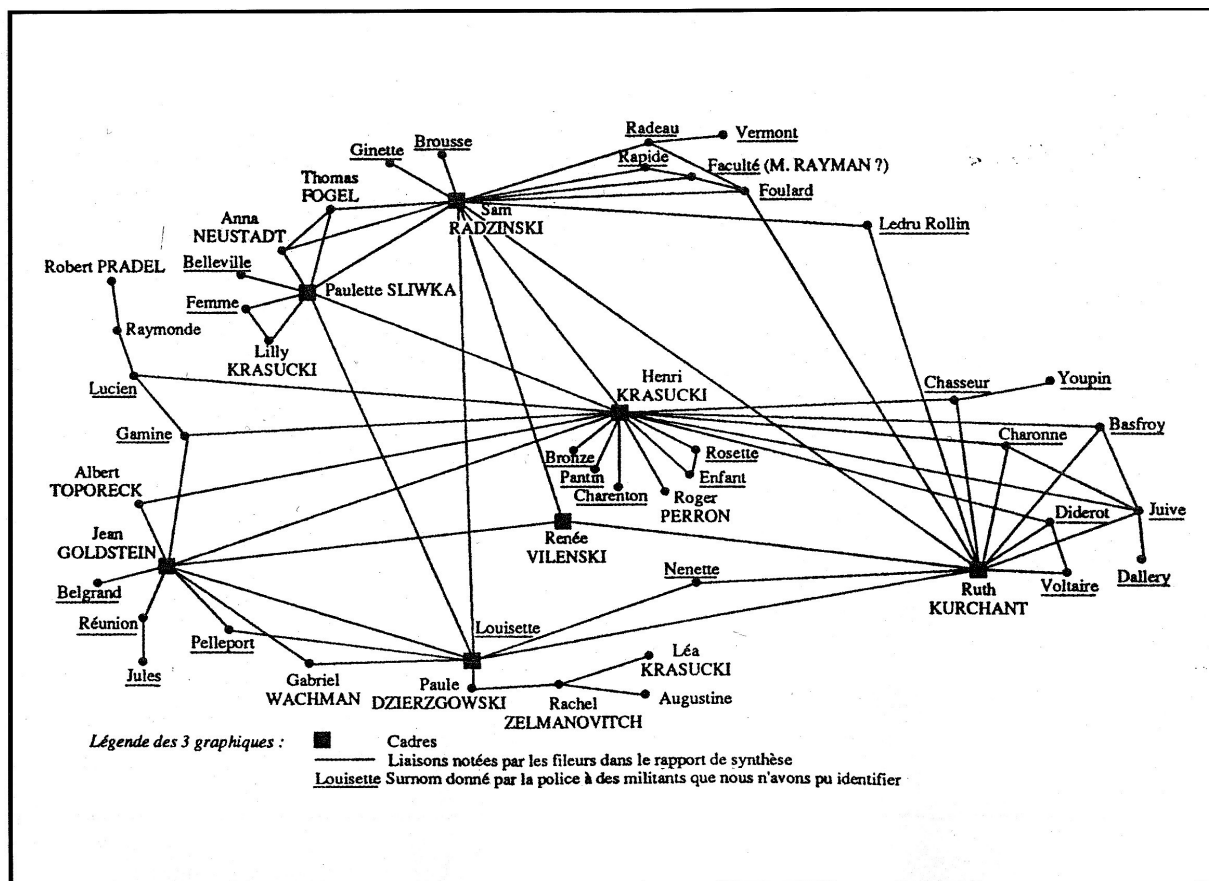


Livret à usage des professeurs

LA RÉPRESSION DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE :  
DES RÉSISTANTS DÉPORTÉS JUIFS TÉMOIGNENT



Extrait de "L'Affiche rouge" d'Adam Rayski, 2003

Schéma de la première des trois filatures des Brigades spéciales (janvier-mars 1943)

Dans son témoignage, Paulette Sliwka-Sarcey cite ses camarades arrêtés, internés et déportés : Henri Krasucki et sa mère Léa, Sam Radzynski et Ruth (Rita) Kurchand, Thomas Fogel et Anna Neustadt, enceinte, internée, non déportée, mais aussi Marcel Rajman, membre du groupe Manouchian, fusillé.

site du Cercle : <http://www.cercleshoah.org/>

Avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah et du Ministère de l'Éducation Nationale  
2010 © Tous droits réservés Cercle d'étude de la déportation et de la Shoah-Amicale d'Auschwitz

N° ISBN: 978-2-917828-10-6

## La répression de la Résistance en France : des résistants déportés juifs témoignent

### Sommaire

Sommaire	p. 2
Présentation du DVD et de notre démarche	p. 3
Biographies des témoins	p. 4
Les organes de répression responsables des arrestations et condamnations	p. 6
Les différents mouvements auxquels les témoins ont appartenu	p. 7
Témoignages et documents complémentaires	
Yvette Lévy, éclaireuse israélite de France en zone nord	p. 9
Jean-Louis Steinberg : les précautions dans la Résistance, à Paris, à Buna-Monowitz (Sam Radzynski)	p. 10
La famille Radzynski - une famille de résistants - et la répression	p. 11
Extraits de “ <i>Les jeux de la mort et de l'espoir</i> ” d'Henry Bulawko	p. 12
Jacques Lazarus, itinéraire d'un Juif de France dans le siècle	p. 13
Karl Rehbein, alias Charles Porel, agent de l'Abwehr, et le massacre de la Cascade du Bois de Boulogne	p. 13
Chronologie	p. 14
Lexique	p. 15
Bibliographie, Filmographie, Sitographie	p. 16

12 décembre 1941 : 3<sup>ème</sup> rafle de Juifs à Paris, dite “ la rafle des notables ”, celle de 743 Juifs français, personnalités connues, arrêtés en représailles aux attentats contre des militaires allemands.

Otto Abetz, ambassadeur du Reich à Paris, dit alors : “ *Même lorsqu'il est clairement prouvé que les auteurs d'attentats sont des Français, il est bon de ne pas mettre cette constatation en relief, mais de tenir compte de nos intérêts politiques et de prétendre qu'il s'agit exclusivement de Juifs et des agents à la solde des services de renseignement anglo-saxons et russes.* ”

## La répression de la Résistance en France : des résistants déportés juifs témoignent

Une femme et trois hommes, juifs et résistants, survivants d'une terrible répression, témoignent dans ce DVD. Ils appartenaient à des organisations différentes, de l'engagement communiste aux mouvements sionistes, ont fait des actions de résistance de toutes sortes, information par tracts, journaux clandestins, fabrication de faux papiers, aide et protection des Juifs persécutés avec distribution d'aides matérielles, planque des enfants, actions armées telles que formation militaire dans les maquis, réception et transport d'armes, attentats dans Paris... Ils ont été arrêtés en zone nord ou en zone sud, par des organes de répression différents, français ou allemands, ont subi des interrogatoires plus ou moins violents, allant jusqu'à la torture.

Ces quatre témoins dont l'histoire relève du thème proposé dans le cadre du CNRD : “ La répression de la résistance en France de 1940 à 1944 par les autorités d'occupation et le gouvernement de Vichy ” présentent une originalité quant à leur parcours ; ils sont passés par Drancy pour subir le sort des Juifs arrêtés par fait de persécution.

Pourquoi les résistants reconnus comme étant juifs ont-ils été isolés et traités comme des Juifs plutôt que comme leurs autres camarades ? Se conjuguent ici l'antisémitisme forcené des nazis – des SS en particulier – et leur attitude de “ fonctionnaires zélés ”, chargés, à partir de la conférence de Wannsee de janvier 1942, de respecter des objectifs chiffrés, respect qui correspond à leurs convictions idéologiques, peut leur valoir de l'avancement, et les protège d'un envoi redouté, comme combattants, sur le front de l'Est. Tout résistant identifié comme étant juif est donc immédiatement placé dans le contingent des Juifs arrêtés (d'autant qu'il n'existe pas de “ quotas ” à atteindre pour les arrestations de résistants). Les autorités allemandes chargées de la répression savent d'ailleurs parfaitement le sort épouvantable qui attend les Juifs à Auschwitz.

Ensuite, les premières actions de persécution des Juifs sont aussi des actions de répression<sup>1</sup> afin de “ terroriser ” l'ensemble de la population française et de justifier les théories nazies : l'ennemi, fauteur de guerre, danger pour l'humanité est forcément “ le Juif ” et particulièrement le Juif communiste, ce qui permet d'illustrer la “ thèse ” du “ judéo-bolchevisme ” responsable de tous les maux, “ thèse ” remise en vigueur à partir du printemps 1941, quand se prépare le plan d'attaque contre l'URSS. Ainsi, parmi les premiers opposants et otages fusillés trouve-t-on des Juifs et les trois premières rafles d'hommes juifs, de mai à décembre 1941, relèvent-elles autant de la répression que de la persécution.

Les noms de nos quatre témoins, Henry Bulawko, Raphaël Esrail, Jacques Lazarus, Paulette Sliwka (ou Szlifke) figurent dans le “ Mémorial de la déportation des Juifs de France ” de Serge Klarsfeld qui dresse la liste des plus de 76 000 déportés juifs de France, ainsi que, pour les noms de trois d'entre eux, dans le “ Mémorial des déportés de répression ”, établi par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, qui dénombre environ 90 000 déportés résistants et otages. Mais la liste des déportés résistants juifs y est très incomplète comme le montre l'absence (provisoire), dans ce Mémorial, de l'un de nos témoins<sup>2</sup>. D'autres Juifs résistants n'ont jamais été reconnus comme tels, faute de survivants dans leur famille et parmi leurs camarades pour faire les démarches en leur faveur après la guerre ; la résistance de nombreux Juifs disparus est donc restée souvent méconnue.

Il nous semble que ces aspects du sujet méritent d'être signalés au moment où les élèves participant au Concours sont en pleines recherches.

Bon travail à tous !

fiche pédagogique consultable : <http://www.cercleshoah.org/spip.php?article43>

---

1 On distingue “**répression**” : fait d'être puni pour ce qu'on fait (comme un acte de résistance) et “**persécution**” : fait d'être opprimé pour ce qu'on est (comme être né juif).

2 Paulette Sliwka n'y figure pas à la différence de ses camarades arrêtés dans la même affaire, parmi lesquels Henri Krasucki et Sam Radzynski ; cela semble dû à son parcours particulier, de la Préfecture de police au camp de Drancy, en passant par l'hôpital Rothschild, sans emprisonnement proprement dit.

## Biographies des témoins

### Jacques LAZARUS

Né en 1916, dans une famille juive d'Alsace, très patriote, souhaitant faire une carrière militaire, il est sous-officier dans l'armée française en 1939-40. Il en est exclu par application du statut des Juifs, et cherche à passer en Espagne. C'est en février 1943 qu'il rencontre un de ses anciens camarades de l'École de Travail israélite de Strasbourg qui le convainc de rejoindre l'Armée juive (AJ) dans la région de Grenoble. Il continue à travailler tout en s'investissant dans les activités de sauvetage. Il est, à partir de l'automne 1943, chargé de l'instruction militaire des jeunes militants sionistes, et se déplace en France, dans le cadre de missions, comme l'inspection du maquis du Rec, dans le Tarn, un maquis de l'AJ. Il participe à la récupération d'armes pour la résistance dans la région de Toulouse (mars 1944). Chargé de contacter un agent de l'*Intelligence Service*, dans le but de faire entrer une unité juive au sein des forces militaires alliées, il est en fait livré à la Gestapo, par celui qui se faisait passer pour Charles Porel, en fait Karl Rehbein, un agent de l'*Abwehr*, le service de renseignement de l'armée allemande. Jacques Lazarus, et le rabbin Rémi Kapel qui l'accompagnait, sont arrêtés à Paris, le 17 juillet 1944. Emprisonnés à Fresnes, puis dans le camp de Drancy, ils sont déportés le 17 août 1944, dans le wagon dit des "51 otages", dernier wagon à quitter la gare de Bobigny, wagon accroché au train de l'armée allemande en fuite, en guise de protection. Jacques Lazarus et 27 de ses camarades réussissent à s'évader avant l'arrivée du train en Allemagne. Après la guerre, il est chargé de fonder à Alger, une école professionnelle juive, l'école de l'ORT (Organisation-Reconstruction-Travail, une organisation juive). Il s'y établit et fonde une famille. Il rédige, dès 1947, "*Juifs au combat*", son témoignage édité par le CDJC, le Centre de documentation juive contemporaine.

### Henry BULAWKO

Né en 1918 en Lituanie, il arrive en France en 1925 et ne parle alors que le yiddish. Il s'éloigne de la tradition rabbinique, que son père, lui-même rabbin, voulait lui faire suivre et fréquente l'école laïque, rue des Hospitalières-Saint-Gervais, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Dans les années trente, il travaille pour le Comité central d'aide aux émigrants, sa connaissance de la langue yiddish lui permettant d'entrer en contact avec les immigrants juifs d'Europe centrale et orientale. Il participe aussi aux activités du mouvement de jeunesse sioniste *Hashomer Hatzair*<sup>3</sup>, d'orientation socialiste et laïque. Avec des jeunes de cette association, il travaille dans le Comité de la rue Amelot (11<sup>ème</sup> arrondissement), créé le 15 juin 1940, et s'engage dans le sauvetage d'enfants juifs convoyés en région parisienne et en zone non occupée. Il développe la fabrication de faux papiers (avec Berthe Zysman), la rédaction de tracts et la diffusion de journaux, en relation avec le mouvement Solidarité, d'obédience communiste, jusqu'à la fin de 1941. Prévenu par un policier de la rafle de l'été 1941, il échappe aux arrestations, mais il est appréhendé, le 19 novembre 1942, au métro Père-Lachaise, alors qu'il est en possession de fausses cartes d'identité. Arrêté sous l'accusation d'avoir caché son étoile jaune, il est amené au commissariat de police du 20<sup>ème</sup>, mais parvient à détruire des papiers compromettants. Identifié comme Juif, il est transféré dans le camp de Beaune-la-Rolande, puis de Drancy. Il est déporté à Auschwitz-Birkenau, le 18 juillet 1943, par le convoi 57, puis interné à Jaworzno. Après son retour par Odessa et Marseille, il devient journaliste et écrivain ; il témoigne à l'oral et par écrit. Il est élu président de l'Amicale des anciens déportés juifs de France, puis président de l'Amicale d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie, et enfin président d'honneur de l'Union des déportés d'Auschwitz.

---

3 *Hashomer Hatzair* : La jeune garde

## **Raphaël ESRAÏL**

Né en 1925 en Turquie, il arrive à Lyon, avec sa famille qui tient un petit commerce dans le quartier de la Croix Rousse. Lycéen, il participe aux activités des Éclaireurs israélites de France et il est averti, par des réfugiés venus d'Allemagne et d'Autriche, de la politique de persécutions antisémites du régime nazi, par exemple du pogrom de la “Nuit de Cristal”. Très patriote, il supporte mal la défaite militaire et la signature de l'armistice. Devenu étudiant à l'Ecole centrale de Lyon, il est recruté par la Sixième-Éclaireurs israélites de France, en septembre 1943, pour produire de faux papiers, cartes d'identité, certificats de nationalité, tickets de rationnement, essentiels aux actions de sauvetage et aux mouvements clandestins. Il participe aussi à des convois d'enfants juifs vers la Suisse et de jeunes vers les maquis. Il est arrêté, par la Gestapo et la Milice, en tant que résistant, sous le nom de Paul-Raoul Cabanel, le 8 janvier 1944, place des Célestins (à Lyon). Il est emprisonné et torturé dans la prison du fort de Montluc. Reconnu comme Juif, il est transféré à Drancy, déporté à Auschwitz-Birkenau, le 3 février 1944, par le convoi 67. Après sa libération, en mai 1945, il reprend ses études et épouse la jeune fille qu'il avait rencontrée à Drancy, Liliane Badour, elle aussi déportée. Témoinnant auprès des jeunes et des professeurs, organisant des voyages d'étude à Auschwitz-Birkenau, Maidanek, développant la transmission de la mémoire et de l'histoire de la Shoah, sous toutes ses formes, dont le DVD-Rom “Mémoire demain”, il est devenu le secrétaire général puis le président de l'Union des déportés d'Auschwitz

## **Paulette SLIWKA-SARCEY**

Paulette Sliwka (ou Szlifke) naît à Paris, en 1924, de parents immigrés juifs polonais. Son père avait fui les persécutions et la répression syndicale et politique contre les militants d'extrême gauche, en Pologne. Tout en fréquentant l'école de la République, elle participe, dès l'âge de six ans, aux patronages juifs progressistes, dans le cadre de la MOI (l'organisation de la Main d'œuvre immigrée, fondée par le PCF dans les années trente). Elle y contracte des amitiés durables (Roger Trugnan). À partir de l'Occupation, en 1940, elle est contactée par une responsable des patronages et entre dans la clandestinité, manifeste dans Paris, comme le 14 juillet 1941, puis s'engage dans un groupe de trois, dont le responsable politique est Henri Krasucki, en rapports avec les Jeunesses et le Parti communistes. Elle est responsable du matériel, c'est-à-dire qu'avec ses deux camarades, ils préparent des papillons, jettent des tracts sur les marchés (du 20<sup>ème</sup> arrondissement), à l'entrée et à l'intérieur des cinémas de quartier, et dans l'organisation des FTP-MOI (les Francs-tireurs et Partisans-Main d'oeuvre immigrée), ils organisent la destruction d'un poteau indicateur, rédigé en allemand, place Martin Nadaud, dans le 20<sup>ème</sup>. À la suite d'une dénonciation, elle est filée, dès le 18 février 1943, par des inspecteurs de la Brigade spéciale de la Préfecture de police de Paris, arrêtée le 23 mars et amenée au commissariat de la rue du Surmelin. Elle est tabassée puis conduite à l'hôpital Rothschild (12<sup>ème</sup> arrondissement) où elle subit une opération de l'appendicite purement “stratégique”. 57 jeunes sont arrêtés dans cette affaire. En mai, elle est transférée dans le camp de Drancy, où elle retrouve ses camarades Henry Krasucki, Sam Radzynski et sa compagne, Rita Kurchand. Ils tentent quelques actions collectives comme chanter “La Marseillaise”, préparer matériellement et politiquement la déportation : “rester ensemble”. Ils sont déportés à Auschwitz-Birkenau, par le convoi 55, le 23 juin 1943.

## **Les organes de répression responsables des arrestations et des condamnations en France de 1940 à 1944**

### **I Les organismes déjà existants en 1940**

- la police et la gendarmerie, dont l'organisation est profondément remaniée par Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy
- les Renseignements généraux (RG)
- les Brigades spéciales de la Préfecture de police de Paris, de création récente, dont les effectifs s'accroissent fortement à partir de l'été 1941, désormais dédoublées en BS1, pour la traque des “ politiques ”, et en BS2 (créée en janvier 1942) pour la répression des “ terroristes ”.

### **II Les organisations créées par le gouvernement de Vichy**

- la Milice créée en 1943
- la Police aux questions juives (PQJ)
- le service de police anti-communiste (SPAC)
- les groupes mobiles de réserve (GMR) en activité dans la zone nord à partir de la fin 1942

### **III Les organismes de l'occupant allemand**

Le commandement militaire allemand, (MBF, *Militärbefehlshaber in Frankreich*), met en place dès son installation en France un arsenal répressif (objectif : sécurité de ses troupes et maintien de l'ordre) :

- les forces armées : la *Wehrmacht*
- la police militaire : la *Feldgendarmerie*
- la police secrète de l'armée : GFP (*Geheime Feldpolizei*), chargée des enquêtes
- le service de renseignement de l'armée : l'*Abwehr*

Les services de la police politique sont aussi à l'oeuvre :

- la Sipo-SD<sup>4</sup>, dépendant du RSHA<sup>5</sup>, l'Office central de sécurité du Reich, à Berlin, comprend :
  - . la Sipo qui regroupe la Gestapo<sup>6</sup> (*Geheime Staatspolizei*) et la Kripo<sup>7</sup> (*Kriminalpolizei*).
  - . le SD, le service de sécurité du parti nazi.

Les Français utilisaient le terme de “ *Gestapo* ” pour désigner l'ensemble des services de police allemands.

En été 1942, Karl Oberg, chef suprême des SS et de la police en France, rencontre René Bousquet (secrétaire général de la police de Vichy) pour officialiser la collaboration entre services français et services allemands.

Les résistants arrêtés peuvent faire l'objet d'une condamnation par :

- un tribunal militaire allemand.
- une cour de justice française, notamment les juridictions d'exception créées par Vichy : Sections spéciales et tribunal d'État. Les condamnations à mort prononcées par les juridictions spéciales de l'État français sont sans recours et exécutoires immédiatement.

Les résistants arrêtés peuvent être aussi détenus sans jugement (internés administratifs ou otages).

---

4 Sipo-SD : *Sicherheitspolizei* et *Sicherheitsdienst*, police de sécurité (d'État) et services de sécurité (du parti nazi)

5 RSHA : *Reichssicherheitshauptamt* : Office central de la sécurité du Reich créé par Himmler

6 *Geheime Staatspolizei* : police secrète d'État

7 *Kriminalpolizei* : police criminelle

## Les mouvements auxquels ont appartenu les témoins du DVD

### L'Armée juive

L'Armée juive (AJ) a été constituée par Abraham Polonski et David Knout, à Toulouse, fin 1941-début 1942. Il s'agit d'une structure militaire ayant le double objectif de lutter contre le régime nazi et d'aider à la fondation d'un État juif en Palestine. Elle prend en charge des filières de passage en Espagne, organise la formation militaire des jeunes engagés (Jacques Lazarus), dans la perspective de créer des maquis (celui du Rec, près de Mazamet, dans le Tarn), en liaison avec l'Armée secrète, et arme des Groupes francs pour des actions immédiates (ainsi à Nice où des dénonciateurs de Juifs sont abattus). Structurée à partir de grandes villes (Toulouse, Lyon, Grenoble, Nice, Paris), elle est en passe de s'intégrer au Mouvement de Libération nationale (MLN), créé fin 1943, quand sa section parisienne est démantelée par l'action d'un agent de l'*Abwehr* (service de renseignement de l'état-major allemand), Karl Rehbein, se faisant passer pour Charles Porel, de l'*Intelligence Service* (service de renseignement britannique). Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1944, l'Armée juive s'est transformée en OJC (Organisation juive de combat) et devient une unité des FFI (Forces françaises de l'intérieur).

### Le Comité Amelot et David Rapoport

Le Comité du 36 de la rue Amelot a été créé par David Rapoport, le 15 juin 1940, à Paris. Organe d'assistance sociale aux Juifs immigrés (dispensaire : “ La mère et l'enfant ”, quatre cantines, deux maisons d'enfants de La Varenne-Saint-Hilaire), le Comité Amelot se transforme en structure de résistance à la persécution. Il recherche des filières de passage en zone sud et en Espagne, produit de fausses cartes d'identité (Henry Bulawko), soutient les internés, il place et cache les enfants juifs de parents déportés dans des familles d'accueil. David Rapoport, journaliste né en Ukraine en 1883, l'a dirigé jusqu'à son arrestation, le 1<sup>er</sup> juin 1943, par l'officier SS Theodor Dannecker. Incarcéré dans le fort de Romainville, puis interné à Drancy, il est déporté à Auschwitz III-Monowitz, le 7 octobre 1943, où il meurt d'épuisement le 2 juillet 1944.

### MOI, FTP, UJJ

#### Main-d'œuvre immigrée, Francs-tireurs et partisans, Union de la jeunesse juive

La MOI est une organisation créée par le syndicat CGTU (Confédération générale du travail unitaire) et le Parti communiste, dans les années 1920. Elle est structurée en groupes de langues, dont la section juive des yiddishophones (produisant un journal quotidien, la *Naïe Presse*). Interdite à l'automne de 1939, elle reprend la publication clandestine d'un journal en langue yiddish, *Unzer Wort* (Adam Rayski), doublée d'une activité politique : fabrication de papillons, distributions de tracts et d'organes de presse, inscriptions sur les murs (Paulette Sliwka-Sarcey). Puis la MOI intègre l'OS, (l'Organisation spéciale, organisation communiste chargée du service d'ordre et des actions de sabotage), à l'été 1941. Devenus les FTP-MOI, Francs-tireurs et partisans-Main-d'œuvre immigrée, engagés dans la guérilla urbaine à partir de l'été 1942, ils participent à des opérations militaires dont la plus remarquable est l'exécution, le 28 septembre 1943, de Julius Ritter, représentant en France de Fritz Sauckel, en charge du STO. L'audace et le courage de ces jeunes résistants, juifs et communistes, ont été immortalisés par le poème d'Aragon, “ *L’Affiche rouge*”, le film de Robert Guédiguian, “ *L’Armée du crime*”. C’est que, en dépit d'une structuration en groupes de trois pour assurer leur sécurité, ils ont fait l'objet de dix mois de filatures, par les Brigades spéciales (BS) des Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris. Ces filatures aboutissent à trois séries d'arrestations suivies d'emprisonnements et de déportations (Henri Krasucki, Sam Radzynski, Paulette Sliwka) en 1943, de procès et d'exécutions (Missak Manouchian, Joseph Epstein, Marcel Rayman) en 1944. (Résultat des filatures des BS : la 1<sup>ère</sup>, janvier-mars 1943, 57 arrestations et démantèlement de l'organisation politique de la jeunesse juive et de l'appareil de propagande ; la 2<sup>ème</sup>, mars-juin 1943, 71 arrestations et démantèlement de l'organisation politique juive des MOI et du 2<sup>ème</sup> détachement juif des FTP-MOI ; la 3<sup>ème</sup>, juillet-novembre 1943, 68 arrestations et démantèlement des FTP-MOI et de son appareil logistique. Au total, 196 résistants.)

L'UJJ (Union de la jeunesse juive) qui avait fait l'objet de la première filature entre janvier et mars 1943, devint l'UJRE (Union des Juifs pour la résistance et l'entraide) en avril 1943.

### La Sixième-Éclaireurs israélites de France (EIF)

Le nom de Sixième, mouvement de résistance clandestin des EIF, vient du fait que le scoutisme juif (les éclaireurs israélites) avait été intégré par l'UGIF (Union générale des israélites de France) dans sa quatrième direction, sixième section. Organisés par Fernand Musnik et Emmanuel Lefschetz, en zone nord, et Robert Gamzon, en zone sud, des éclaireurs israélites de France ont été engagés dans toutes les formes de résistance, depuis les actions de sauvetage des Juifs persécutés jusqu'à la résistance armée, dans les maquis (Vabre dans le Tarn) et jusqu'aux combats de la Libération, en relation avec l'Armée juive devenue Organisation juive de combat. Mobilisés dans des actions de convoyage d'enfants et adolescents juifs vers la Suisse et l'Espagne, par les réseaux de passage clandestin (réseau Garel-OSE, Oeuvre de secours aux enfants, par exemple) et dans la fabrication de faux papiers (Raphaël Esrail), ils s'orientent, à partir de l'automne 1943, dans la lutte armée (Compagnie Marc Haguenu), et participent à la libération de villes comme Mazamet. Dans la liste des 167 membres de l'OJC "déportés, assassinés, fusillés ou morts au combat" publiée sous le titre "Organisation juive de combat-France-1940-1945. Résistance/Sauvetage", par les éditions Autrement, 61 noms de membres de la Sixième-EIF sont cités explicitement.

Faux papiers réalisés par Raphaël Esrail :





## Témoignages et documents complémentaires

### Yvette Lévy, une éclaireuse engagée

Yvette Lévy-Dreyfuss, jeune Française juive, est entrée aux Éclaireurs Israélites de France en 1932 à l'âge de 6 ans. Elle habite rue de la Roquette à Paris dans le 11<sup>ème</sup> arrondissement puis à Noisy-le-Sec, à quelques kilomètres au N.E. de Paris.

À partir de juin 1940, sa vie tranquille d'écolière bascule avec l'arrivée des Allemands puis des premières lois anti-juives : la zone occupée devient progressivement une zone de chasse aux Juifs et les premiers Juifs étrangers sont arrêtés. A partir de juin 1942, le droit de vivre et d'exister pour les Juifs est désormais remis en cause : les Éclaireurs israélites se mobilisent et passent brusquement dans la clandestinité après la grande rafle du " Vél' d'Hiv' " des 16 et 17 juillet 1942. Une 6<sup>ème</sup> section est rajoutée au mouvement : c'est le Service social des Jeunes dont le nom clandestin est la " Sixième ". La " Sixième " fait partie du réseau britannique Buckmaster.

À 16 ans, Yvette, avec les responsables de la " Sixième ", a participé au sauvetage d'enfants dont les parents ont été raflés. Sa première mission consiste à retourner dans les appartements après la rafle, pour y recueillir les enfants puis les transférer à " l'Orphelinat " rue Lamarck dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, ancien hospice appartenant à la famille Rothschild et transformé en maison d'enfants de l'UGIF. Afin de les mettre en sécurité, il faut leur fabriquer des actes de baptême, des faux papiers d'identité afin d'obtenir des cartes d'alimentation et les soigner. Il faut aussi trouver des lieux d'accueil avant de les cacher en zone sud. La mission est périlleuse car ces enfants désespérés sont déchirés par la séparation et ils ne comprennent pas leur changement d'identité. À la fin du printemps 1943, Yvette voit passer, boulevard Magenta, les cadres de l'UGIF, dans un camion militaire, encadrés par des soldats en armes : ils viennent d'être arrêtés sur ordre d'Aloïs Brunner, commandant du camp de Drancy. Elle prévient immédiatement sa cheftaine.

Au cours de l'année 1944, les risques d'arrestation et de dénonciation augmentant, il n'est plus possible de se déplacer avec les enfants car les laissez-passer ont été supprimés. Les plus âgées du groupe s'installent rue Copernic dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, à deux pas du siège de la Gestapo rue Lauriston.

Après le bombardement de Noisy en avril 1944, la famille Dreyfuss revient s'installer à Paris et Yvette, par mesure de sécurité, va dormir dans une maison d'enfants rue Vauquelin dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement où sont hébergées des orphelines âgées de 13 à 20 ans. Dans la nuit du 21 au 22 juillet, en représailles à des actes de résistance contre la division *Das Reich* appelée en renfort sur le front de Normandie, Brunner fait cerner toutes les maisons d'enfants. Yvette et les 32 autres adolescentes de la rue Vauquelin sont emmenées à Drancy. Le 31 juillet, elles sont transférées, dans des wagons à bestiaux, à Birkenau par le dernier grand convoi parti de Bobigny. Sur les 33, 23 sont envoyées directement à la chambre à gaz avec 976 personnes dont 300 enfants de moins de 18 ans. Seules Yvette et neuf de ses camarades sont rentrées de l'enfer des camps en mai 1945.

## **Les précautions contre la répression dans son réseau de résistants communistes à Paris puis à Buna-Monowitz avec Sam Radzynski, par Jean-Louis Steinberg**

Mes parents (qui étaient athées), mon frère Claude, et moi, avons été arrêtés parce que de “ race ” juive et déportés à Auschwitz.

A Paris, dès juin 1941, révolté par la persécution des Juifs et le pillage de mon pays par l’occupant et les pétainistes, je suis entré en résistance avec un camarade communiste, à l’insu de mes parents, pour des raisons de sécurité. Le camarade m’a décrit les précautions à prendre : ne jamais parler de nos activités à personne et se cacher de la police, donc ne jamais rentrer chez nous sans faire en sorte de n’être pas suivi par un policier. Je ne me suis pas servi d’armes, mais j’en ai transporté. J’ai fait de la propagande : rédiger, reproduire et distribuer des tracts appelant les Français à résister aux fascistes français et allemands. En cas d’arrestation, nous devons ne rien dire, nous savions risquer notre vie mais n’y pensions pas ! J’ai connu quatre membres des Jeunesses communistes avec lesquels j’ai agi : Jean et Bernard Ridoux qui ont combattu dans l’Armée de Libération, Michel Brochart qui, parti vétérinaire en Normandie, y a beaucoup recruté pour la Résistance et Max Drouin, un horloger qui fabriquait des détonateurs pour la Résistance, a été arrêté puis déporté à Buchenwald.

Mes parents, Claude et moi avons été arrêtés chez nous à Paris, emmenés à Drancy où j’ai empêché ma mère de donner aux bureaucrates d’ “ accueil ” l’adresse de vacances où était mon frère Michel, puis déportés à Auschwitz le 30 juin 1944. Sur le quai d’arrivée à Birkenau, nous avons vu ma mère pour la dernière fois. À Monowitz, nous avons dû travailler très dur car considérés comme physiquement solides; tous les jours nous ramenions des morts au camp. Un déporté de mon “ équipe ” m’a abordé au travail et posé beaucoup de questions, puis, convaincu que j’avais été résistant, il m’a dit qu’il existait au camp une organisation de résistance internationale largement communiste à laquelle il m’a offert d’adhérer. Il y a mis beaucoup de conditions : je devais me comporter en homme debout en état de refus. Grâce à l’organisation, quelques mois après mon arrivée, j’ai été muté de l’équipe de travail de force où beaucoup mouraient, dans une équipe d’une usine où je n’avais plus à fournir d’effort physique. Ce qui m’a sauvé la vie.

Comme dans le PC, nous étions organisés en “ triangles ” où il y avait un “ chef ” et deux membres dont chacun était chef d’un autre triangle. J’ai eu comme chef Sam Radzynski et connu Alfred Besserman qui m’avait identifié comme résistant et Idel Korman (Idel Barszczewski). Je les ai tous revus après la guerre en France ou en Pologne. Nous ne devons nous prêter à aucun trafic et ne parler à personne d’autre qu’aux membres de l’organisation qui nous donnaient des ordres : persuader les déportés de travailler le moins possible quitte à prendre des risques. En cas d’arrestation, nous ne devons rien dire ! J’ai recruté pour l’organisation au moins un autre résistant : Henri Schochet.

## **Les Radzynski : une famille juive polonaise immigrée en France, des résistants victimes de la répression mais aussi persécutés comme Juifs**

### **Les parents:**

**Israël Radzynski**, né à Koszyce, Pologne, fin du XIX<sup>e</sup> siècle, immigré à Paris fin 1923, modéliste en confection, n'obtient la nationalité française, pour lui et sa famille, qu'en 1938, grâce au soutien de Marc Rucart, beau-père de sa fille, (homme politique, ancien membre du cabinet de Pierre Cot), ministre de la Santé en 1938 ; Israël Radzynski est décédé des suites d'un cancer, à Paris, fin 1940.

**Szandla Radzynski née Rajac**, née à Koszyce, Pologne, le 19 mars 1895, analphabète, immigrée à Paris fin 1923, veuve en 1940, 6 enfants dont 4 nés en France, dénaturalisée avec ses enfants par la loi de Vichy du 22 juillet 1940 ; aidait financièrement d'autres familles juives ; cachée sous le nom de “ Leroux ” à Neuilly-sur-Marne, arrêtée par les Brigades spéciales le 27 mars 1943 (avec Sam, isolé de tous, venu se réfugier chez elle, en désespoir de cause, après le début de la vague d'arrestations), internée à l'hôpital Rothschild puis Drancy, déportée par le convoi 55 du 23-6-43, gazée à l'arrivée à Auschwitz.

### **Leurs enfants**

**Régine (Rywka)**, née à Koszyce, le 1-2-21, études secondaires, membre des jeunesses communistes comme son camarade de classe, Gilbert Rucart (né le 20-10-20), qu'elle épouse en 1938 ; avec lui (étudiant en médecine), elle encadre des jeunes communistes pour la Résistance, en liaison avec son beau-père, responsable important du mouvement Combat et membre en 1943 du CNR ; internée en 1943-44 au camp de Léviton, annexe de Drancy, comme Juive épouse d' “ aryen ” ; de son côté, Gilbert Rucart, devient, à Lyon, agent de renseignement, adjoint du chef du réseau Gallia-Dupleix, un réseau du BCRA ; arrêté le 1-4-1944, par la Gestapo, torturé, il est déporté le 1-5-44 à Buchenwald ; 26 kg à sa libération.

**Samuel (dit Sam)** né à Koszyce le 9-9-23, brillant élève, obtient grâce à l'aide d'un enseignant de suivre les cours de l'École normale d'instituteurs et de passer le diplôme d'instituteur quoique étranger (validation après la naturalisation de la famille), membre des Jeunesses communistes, résistant actif (dès la manifestation du 11 novembre 1940), employé à la poste car soutien de famille ; il “ fait l'ouverture ” de Drancy (à la place de son père décédé) d'août à novembre 1941 ; libéré en raison de son âge, il devient clandestin (pseudo : Georges Cordier), de plus en plus actif dans les FTP-MOI ; arrêté chez sa mère, le 27 mars 1943 par les Brigades spéciales à l'âge de 19,5 ans ; puis c'est Fresnes, la torture, l'isolement ; repéré comme Juif par un policier des BS, son ancien condisciple !, il est déporté à Auschwitz via Drancy, (convoi 55 du 23 juin 1943), membre de la résistance clandestine au camp d'Auschwitz III-Monowitz, médaille militaire et croix de guerre.

**Maurice**, né à Paris en février 1926, membre des FTP-MOI, organise des attentats à Paris, meurt lors d'un attentat manqué contre un car d'Allemands, boulevard Suchet, le 10 mars 1943, à l'âge de 17 ans ; sa mère arrêtée peu après doit aller reconnaître son corps déchiqueté ce qui provoque chez elle une crise de démence.

**André** né à Paris, le 23-12-27, 15 ans à l'arrestation de Sam, travaille et loge alors dans Paris, sous une fausse identité ; prévenu de l'arrestation par Marcel, il disparaît en errant dans les rues, puis rejoint les FTP à Paris, engagé à 16 ans et demi dans la Première Armée française à la Libération en 1944, (compagnie Marcel Rajman en souvenir de son ami FTP-MOI fusillé).

**Marcel**, né à Paris, en juillet 1929, 13 ans et demi lors de l'arrestation de Sam et de sa mère, voit les policiers les arrêter, part prévenir André à Paris : ils survivent plusieurs jours seuls dans la rue ; la solidarité joue, il est récupéré par Blanche, une Arménienne, amie de la famille ; il part dans le Cantal pour placer son jeune frère chez des paysans, et devient agent de liaison d'un maquis.

**Jean**, né à Paris, en 1933, 9 ans et demi lors de son arrestation par les Brigades spéciales avec sa mère et Sam, “ récupéré ” (et donc sauvé) à la Préfecture de police, grâce à un réseau de résistance agissant dans les lieux, il part dans le Cantal avec Marcel.

## Henry BULAWKO

Extrait du livre *Les jeux de la mort et de l'espoir, Auschwitz, 50 ans après*, Editions Montorgueil, 1993, (1<sup>ère</sup> édition, 1954) :

Avec l'aide de quelques cheminots cégétistes<sup>8</sup>, nous organisâmes des passages en zone sud pour des gens plus menacés.

Il ne m'est pas possible de me souvenir de tous les noms et prénoms de mes camarades et jeunes disciples. Il y avait Jacques Brocovitch, Léon Rothberg, Lilly et Simone Gold, Serge et Catherine, Joseph le blond, Albert Rozenberg, et d'autres, par dizaines. Beaucoup sont morts, la plupart dans les bagnes nazis, et il serait juste qu'on n'oublie pas que, dans un mouvement spontané et improvisé, ils relevèrent, dès les premiers mois de l'occupation, le défi qui leur était lancé. Parmi les collaborateurs du Centre Amelot<sup>9</sup>, je voudrais citer le Dr et Mme Youchnovietzki (que l'on appelait Mme Y<sup>10</sup>, Mmes Boyer et Dobrinsky, Dora (que je retrouvai à Drancy et qui compte parmi les rescapés d'Auschwitz), sans oublier le Dr Bantchevsky (déporté), le professeur Baruk, le Dr Perel et d'autres, tous animés de la volonté d'aider leurs frères persécutés.

C'est au cours de cette période que je devais retrouver mes vieux copains, Georges Levitz<sup>11</sup> et sa femme, devenus directeurs de l'École du travail de la rue des Rosiers. Quand je sus qu'ils y étaient, j'allai leur rendre visite. Ils s'occupaient avec dévouement d'orphelins que l'on avait rassemblés là (après que les parents eurent été déportés). Les enfants chantaient en hébreu et en français, faisaient des rondes, suivaient un programme éducatif approprié.

Nous avons fait des projets de collaboration. Mais ils devaient rester sans suite car un dimanche, peu après nos retrouvailles, on embarqua toute l'école : directeurs, moniteurs et enfants disparurent sans laisser de traces.

---

8 Appartenant à l'ancienne organisation syndicale CGT, dissoute le 9 novembre 1940, sans doute résistants clandestins

9 Centre Amelot, dit Comité Amelot, situé dans les locaux de la "Colonie scolaire" du 36 rue Amelot (11<sup>ème</sup> arrondissement), organisation de secours aux Juifs immigrés, engagée dans des actions de sauvetage, premier noyau de résistance juive dans Paris occupé.

10 Volontaires pour faire vivre le dispensaire au service des familles pauvres, ils appartenaient à la Fédération des sociétés juives de France (FSJF). Aron Youchnovetsky est devenu, après l'arrestation de David Rapoport, un des responsables du Comité Amelot, il a caché dans le local des membres de l'Armée juive (devenue OJC), recherchés par la Gestapo

11 Georges et Ita Léwitz, vétérans du mouvement de jeunesse sioniste *Hashomer Hatzair* et militants clandestins de la Sixième-EIF (éclaireurs israéliens). Directeurs de l'École de travail-ORT (Organisation-Reconstruction-Travail) à Paris, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement, planque pour les personnes recherchées. Les premiers élèves furent arrêtés en 1943 et le directeur et sa femme déportés en 1944.

## **Jacques Lazarus itinéraire d'un Juif de France dans le siècle**

Extrait d'un article de la revue "Information juive" présentant le Mémoire de maîtrise de Jacques-Bernard Sadon : " Jacques Lazarus, itinéraire d'un Juif de France dans le siècle : de la métropole à l'Afrique du Nord 1943-1962."

À la Libération, il est chargé d'installer le bureau de l'AJ-OJC et milite pour la reconnaissance officielle du mouvement par les autorités de la Résistance. Il participe à de nombreux meetings de soutien à la cause de la Palestine Juive (nous sommes en 1945) et fait partie de la délégation des combattants et résistants juifs qui remettra à David Ben Gourion, alors président de l'exécutif de l'Agence juive, le drapeau bleu-blanc qui dans le maquis AJ avait flotté à côté du drapeau tricolore. Secrétaire général du service central (SCDI) des déportés israélites, installé boulevard Haussmann, dans des bureaux mis à la disposition du service par un camarade de résistance également évadé du dernier wagon, André Amar ; il se consacre avec d'autres résistants à l'accueil et à la réinsertion des rares rescapés rentrant de l'enfer nazi. Il fait du reste partie de la délégation qui est reçue par le ministre des prisonniers et déportés, Henri Frenay dont il obtient que le SCDI soit institué comme organe pré-recruteur pour la mission française de rapatriement. Il retourne à Alger pour ouvrir l'ORT et y reste jusqu'en 1962.

### **Karl Rehbein, alias Charles Porel, agent de l'Abwehr et le massacre de la Cascade du Bois de Boulogne**

C'est Karl Rehbein qui a, sous le nom de Charles Porel, piégé Jacques Lazarus. Il a alors une longue carrière dans les services de l'*Abwehr*, d'abord au service des troupes de Franco pendant la guerre d'Espagne, puis dans les camps d'internement du sud de la France, avant de diriger le service de police allemande à Perpignan ; de mai à juillet 1944, il est responsable de l'arrestation de nombreux cadres de l'Armée juive à Marseille, Toulouse, Paris.

Mais il est surtout responsable du massacre de la Cascade du Bois de Boulogne. Août 1944, Paris est en effervescence, les Alliés avancent, l'insurrection se prépare. Les résistants cherchent des armes. De jeunes chrétiens, les JCC (Jeunes combattants chrétiens), entrent en contact, par l'intermédiaire d'une infirmière, avec Karl Rehbein, alias Charles Porel de l'*Intelligence Service*, qui leur promet beaucoup d'armes et rapidement. Les JCC en proposent à d'autres groupes, des FFI-FTP de Chelles et des jeunes de l'OCM (l'Organisation civile et militaire). Le 16 août, ces trois groupes de résistants se regroupent près de la Porte Maillot. Certains montent dans un camion bâché sur ordre d'un " capitaine ", sans doute un gestapiste français, ils sont conduits nuitamment dans le Bois de Boulogne (secteur interdit aux Parisiens durant toute la guerre). Contraints à descendre, trente-cinq jeunes sont mitraillés, les uns sur les cadavres des autres, puis trois grenades sont lancées sur les victimes. Sept autres victimes sont également assassinées rue Leroux. Ces massacres ont laissé un souvenir particulier dans la mémoire de la résistance parisienne, ils eurent lieu huit jours avant la Libération de Paris, les jeunes résistants exécutés venaient de différentes organisations et le massacre fut particulièrement sauvage.

Le procès des responsables du massacre s'ouvre à Paris huit ans plus tard, le 20 novembre 1952. Le cas de Karl Rehbein est dissocié, parce que " officier allemand en service ". Finalement il termine sa vie paisiblement en Bavière, militant toujours dans des associations néonazies.

## **Chronologie : la répression en France pendant la Seconde Guerre mondiale**

**30 janvier 1933** : Hitler nommé chancelier par le Président Hindenburg.

**22 mars 1933** : Ouverture du 1<sup>er</sup> camp de concentration à Dachau, près de Munich.

**1<sup>er</sup> septembre 1939** : Début de la Seconde Guerre mondiale en Europe. En France, internement de communistes et des ressortissants des puissances ennemies (dont les Juifs allemands), dans des camps déjà ouverts pour les Républicains espagnols réfugiés.

**18 juin 1940** : Le général de Gaulle lance à la BBC son appel à la Résistance.

**10 juillet 1940** : Philippe Pétain obtient les “ pleins pouvoirs ”. Installation de “ l’État français ”.

Mise en place d’une double législation antisémite : **ordonnances des autorités allemandes et lois du gouvernement de Vichy.**

**22 juillet 1940** : loi de Vichy sur la révision des naturalisations.

**27 septembre 1940** : Ordonnance allemande imposant le recensement des Juifs.

**3 octobre 1940** : Premier Statut des Juifs adopté par le gouvernement de Vichy.

**13 octobre 1940** : Demande allemande d'un tampon “ JUIF ” sur les cartes d’identité.

**11 novembre 1940** : Manifestation patriotique place de l’Étoile.

**29 mars 1941** : Création du CGQJ, le Commissariat général aux questions juives.

**14 mai 1941** : Rafle dite du “billet vert”, 3 700 hommes juifs étrangers parisiens internés à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande (Loiret).

**2 juin 1941** : Second Statut des Juifs. Obligation du recensement des Juifs, en zone non occupée

**22 juin 1941** : Attaque de l'URSS par la Wehrmacht.

**20 au 25 août 1941** : Rafle par la police française de 4 232 hommes juifs, à Paris, internés au camp de Drancy, sous contrôle allemand, mais sous surveillance de policiers français.

**21 août 1941** : Exécution de Moser, au métro Barbès, par Pierre Georges (futur colonel Fabien).

**22 août 1941** : Création des “ Sections spéciales ” par le gouvernement de Vichy, tribunaux d'exception chargés de réprimer les activités communistes ; loi rétroactive antidatée au 14 août.

**15 décembre 1941** : Première exécution d'otages au mont Valérien dont des internés juifs de Drancy

**20 janvier 1942** : Conférence de Wannsee (Berlin), organisant l'extermination des Juifs d'Europe.

**7 juin 1942** : Application de la 8<sup>ème</sup> ordonnance allemande du 29 mai 1942, rendant obligatoire le port de l'étoile jaune à partir de six ans, en zone occupée.

**16-17 juillet 1942** : “ Rafle du Vél’ d'Hiv’ ” organisée par René Bousquet, Secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy, à la demande des Allemands. 13 000 hommes, femmes et enfants juifs étrangers arrêtés par des policiers français et enfermés au Vélodrome d’hiver.

**26 août 1942** : “ Grande rafle de la zone libre ” ; arrestation de 10 000 Juifs étrangers, en zone non occupée ; protestations de certains évêques catholiques et de la Fédération protestante de France.

**Été 1942** : Des enfants et adolescents juifs sont cachés par leurs parents ou par des associations ; des enfants sont sortis clandestinement des camps et provisoirement sauvés.

**11 novembre 1942** : Invasion de la “ zone libre ” par l'armée allemande et des Alpes par les Italiens.

**11 décembre 1942** : Vichy impose le tampon “ JUIF ” sur les cartes d’identité en zone sud.

**30 janvier 1943** : Création de la Milice par Pierre Laval.

**16 février 1943** : Création du STO, le Service du travail obligatoire en Allemagne, par Vichy.

**18 au 25 mars 1943** : Arrestation de 57 jeunes de l'Organisation de la Jeunesse juive (en liaison avec les FTP-MOI et qui précède l'arrestation du groupe Manouchian).

**19 février 1944** : “ Procès ” dit du “ groupe Manouchian ” (FTP-MOI), “ l’Affiche rouge ”.

**20 janvier 1944** : Création des cours martiales contre les “activités terroristes”.

**21 février 1944** : Exécution au Mont Valérien de 22 hommes du groupe Manouchian.

**31 juillet 1944** : Convoi n° 77, parti de Drancy pour Auschwitz sur ordre d'Aloïs Brunner, avec plus de 300 enfants raflés par la police allemande, entre le 21 et le 22 juillet, dans les maisons de l'UGIF

**17 août 1944** : Dernier wagon partant de Drancy avec 51 personnes, emmenées comme otages

**25 août 1944** : Libération de Paris.

**8 mai 1945** : Capitulation sans condition de l'Allemagne ; fin de la guerre en Europe.

Chronologie complète, site mémoire vivante

[http://www.afmd.asso.fr/IMG/pdf/chronologie\\_generale\\_periode\\_1917\\_1945.pdf](http://www.afmd.asso.fr/IMG/pdf/chronologie_generale_periode_1917_1945.pdf)

## Lexique

- Abwehr** : Service de renseignement de l'armée allemande en France
- Brunner, Alois** : Dernier commandant du camp de Drancy (juin 1943-juillet 1944)
- Aryens** : Êtres humains considérés comme " la race supérieure " dans le système raciste des Nazis
- Ausweis** : Laissez-passer
- Bif** : Faux papiers dans la langue des " faussaires "
- Colonie scolaire** : Organisation de secours aux Juifs immigrés
- Croix-Rousse** : Quartier de Lyon connu en tant que lieu du travail de la soie (Les Canuts).
- Dannecker, Theodor** : officier SS chargé de la "question juive", collaborateur d'Adolf Eichmann
- Darquier de Pellepoix, Louis** : commissaire général aux questions juives, succède à Xavier Vallat
- Drancy** : Camp d'internement et de transit des Juifs de France avant déportation (au N.E. de Paris)
- École de santé militaire** : Située à Lyon, lieu de torture des résistants par la Gestapo
- École de Travail** : École professionnelle juive située rue des Rosiers à Paris
- Eichmann, Adolf** : Officier supérieur SS, qui organise la déportation des Juifs de toute l'Europe
- FFI** : Forces françaises de l'intérieur ; en 1944, groupements armés de la Résistance intérieure
- France de Vichy, État français** : Régime autoritaire et antirépublicain du maréchal Pétain
- Fresnes** : Prison dans la région parisienne, lieu d'enfermement et de torture des résistants
- FTP-MOI** : Francs-tireurs et partisans-Main-d'œuvre immigrée, organisation de résistance, à direction communiste
- Hashomer Hatzair** : Mouvement de jeunesse sioniste, socialiste et laïque
- Intelligence Service** : Service de renseignement du Royaume-Uni
- Milice** : Organisation paramilitaire de Vichy qui traque résistants, juifs et réfractaires au STO
- Montluc** : Prison de Lyon
- Mont Valérien** : Forteresse à l'ouest de Paris ; lieu d'exécution d'otages et de résistants (1941-1944)
- ORT** : Organisation-Reconstruction-Travail, écoles professionnelles juives
- OSE** : Oeuvre de secours aux enfants, organisation juive d'aide aux enfants
- Paulinet** : Commune dans le département du Tarn
- Place Bellecour** : Place située au centre de Lyon
- Pletzl** : Petite place rue des Rosiers, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement à Paris
- Rehbein, Karl dit Charles Porel** : Agent de l'*Abwehr*
- Rue Lauriston** : Au n° 93, dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, siège de la "Gestapo française"
- Rue de la Pompe** : Bureaux de la *Gestapo* dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, autre lieu de torture
- Rue des Rosiers** : Située dans le " quartier juif " de Paris, le Marais, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement
- Rue des Saussaies** : Lieu de torture de la *Gestapo* dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement à Paris
- Sionisme** : Mouvement politique né au XIX<sup>e</sup> siècle (Theodor Herzl) pour créer un foyer national juif en Palestine
- SD et Sipo** : Services de sécurité du parti nazi et police de sécurité du Reich dont la *Gestapo*
- Sixième-EIF** : Mouvement de résistance clandestin des Éclaireurs israélites de France, qui tire son nom de la 6<sup>ème</sup> section de la 4<sup>ème</sup> direction de l'UGIF
- Statut des Juifs** : loi du 3 octobre 1940, signée Philippe Pétain, fixant une liste de professions interdites aux Juifs. Promulgation d'un deuxième statut plus restrictif, en juin 1941
- STO** : Service du travail obligatoire en Allemagne nazie (loi du 16 février 1943)
- Tampon " JUIF "** : Obligatoire sur les cartes d'identité, en zone nord dès octobre 1940 (demande allemande) ; en zone sud (demande de l'État français) en décembre 1942.
- UGIF** : Union générale des israélites de France, créée en novembre 1941 par Xavier Vallat, à la demande des Allemands pour rassembler et contrôler toutes les institutions juives.
- Yiddish** : Langue germanique, parlée par les communautés juives d'Europe centrale et orientale
- Zone italienne** : Alpes françaises et une partie du Sud-Est sous occupation italienne à partir de novembre 1942 (les Juifs y furent protégés jusqu'au remplacement des Italiens par les Allemands en septembre 1943).

## Bibliographie, Filmographie, Sitographie

### Ouvrages généraux

- COUDERC Frédéric, *Les RG sous l'Occupation : quand la police française traquait les résistants*, Paris, Olivier Orban, 1992
- COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis, RAYSKI Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989
- DELARUE Jacques, *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, 1962
- DEJONGHE Etienne et LE MANER Yves, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande (1940-1944)*, Lille, La Voix du Nord, 1999
- EISMANN Gaël, Martens Stefan (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes, 1939-1945. La politique de "maintien de l'ordre" en Europe occupée*, Paris, Autrement, 2007
- MARCOT François, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006

### La résistance juive

- BENSOUSSAN George, *France 1940-1945 : des Juifs en résistance*, CDJC, 1994
- COHEN Monique Lise et DUFOUR Jean-Louis, *Les Juifs dans la Résistance*, Tirésias, 2001
- DIAMANT David, *La Résistance juive*, L'Harmattan, 2000
- LAZARE Lucien, *La résistance juive en France*, Stock, 1987
- LOINGER Georges et alii, *Organisation juive de combat, Résistance/sauvetage. France 1940-1945*, Autrement, 2006, édition revue et augmentée, 2008
- POZNANSKI Renée, *Les Juifs en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Hachette 1997
- WIEVIORKA Annette, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Denoël, 1986

### Témoins de la déportation

- BULAWKO Henry, *Les jeux de la mort et de l'espoir : Auschwitz-Jaworzno - Auschwitz, 50 ans après*, 3<sup>ème</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Montorgueil, 1993, 1<sup>ère</sup> éd. 1954
- CHAIGNEAU Jean-François : *Le dernier wagon*, Éditions Julliard, 1981
- LAZARUS Jacques, *Juifs au combat*, Éditions du CDJC, 1947
- LÉVY-OSBERT Liliane, *Jeunesse vers l'abîme*, ÉDI, 1992
- PALANT Charles, *Je crois au matin*, Éditions Le Manuscrit-F M S., 2009
- STEINBERG Jean-Louis et PÉRIER Daniel, *Des quatre, un seul est rentré : la destruction d'une famille en 1940-1945*, Paris, Association des anciens élèves de l'École alsacienne, 2004

### Filmographie

- Nuit et brouillard*, Alain Resnais, 1956, Argos Films/Arte France, 2003
- L'Affiche rouge*, réalisé par Frank Cassenti, 1976.
- Ni travail, ni famille, ni patrie - Journal d'une brigade FTP-MOI*, Mosco Boucault, 1993
- Mont Valérien, au nom des fusillés*, Pascal Convert, 2003
- La Traque de l'Affiche Rouge*, réalisateur Jorge Amat et Denis Peschanski, 2006
- L'Armée du crime*, Robert Guédiguian, 2009

### Sites Internet

- Brochure de préparation au concours 2010-2011 par la Fondation de la Résistance :  
<http://www.fondationresistance.org/documents/cnrd/Doc00122.pdf>
- Liens vers les institutions, les sites officiels : <http://www.fndirp.asso.fr/liens.htm>
- La déportation de répression et la déportation de persécution, site Daniel Letouzey, travail pour le Labo des Clionautes : <http://clioweb.free.fr/camps/deportation1.htm>
- Le maquis de Vabre avec des Éclaireurs israélites de France : <http://maquisdevabre.free.fr/>
- L'affiche rouge, brochure d'Adam Rayski :  
<http://www.paris.fr/portail/viewmultimediacomment?multimediacomment-id=15027>
- Site d'Evelyne Py : [http://www.memoire-net.org/article.php3?id\\_article=158](http://www.memoire-net.org/article.php3?id_article=158)
- Dossier réalisé par Jean-Pierre Husson :  
<http://www.crdp-reims.fr/memoire/CONCOURS/Default.htm>
- Le MRN de Champigny :  
<http://www.musee-resistance.com/spip.php?rubrique47>
- CR de témoignages : Sam Radzynski, Rosine Pytkiewicz, Henry Bulawko, Liliane Lévy-Osbert, Yvette Lévy : <http://www.cercleshoah.org/spip.php?rubrique28>